

Mot du comité
La méfiance indifférenciatrice

Alain Roy

Number 65, Summer 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83545ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Roy, A. (2016). Mot du comité : la méfiance indifférenciatrice. *L'Inconvénient*, (65), 3–3.

MOT DU COMITÉ

LA MÉFIANCE INDIFFÉRENCIATRICE

L'idée de ce numéro nous est venue alors que nous discutons de l'écart entre la polarisation des discours politiques et l'uniformisation des programmes qu'administrent les partis lorsqu'ils se retrouvent à la tête des gouvernements. « Les partis sont tous pareils », entend-on dire souvent, comme si les nécessités liées à l'exercice du pouvoir les obligeaient à gérer l'État plus ou moins de la même manière, que ce soit en raison de l'inertie propre aux appareils bureaucratiques, de l'extension tous azimuts des cadres législatifs et réglementaires, des impératifs économiques qui déterminent la gestion des budgets publics ou des tendances lourdes liées à la mondialisation qui influencent tous les pays. Qu'il soit de gauche, de droite ou du centre, le parti qui arrive au pouvoir constate rapidement que sa marge de manœuvre est mince, et même très mince quand on tient compte des manœuvres d'obstruction des partis d'opposition, de tous les corporatismes et des lobbies. Peut-être arrivera-t-il malgré tout à adopter quelques éléments de son programme, et à éprouver ainsi le sentiment d'avoir « changé les choses », en se démarquant de ses adversaires, à moins que « son programme » n'ait été emprunté ou volé à ces derniers, comme on le voit de plus en plus souvent.

Si cela se produit parfois dans l'histoire des sociétés, il est assez rare que les éléments de programme adoptés par tel ou tel parti changent nos vies de façon tangible. La plupart du temps, on se dispute au sujet de la redistribution de l'assiette fiscale : faut-il mettre un peu plus d'argent ici ou là ? faut-il taxer un peu plus ou un peu moins ? faut-il soutenir davantage tel ou tel secteur de la société ou de l'économie ? Une bonne partie des débats se résume, au fond, à une question de sous, chacun en voulant davantage pour le milieu ou l'électorat qu'il représente. Pour le commun des mortels, qui se montre d'ailleurs de moins en moins fidèle politiquement et qui magasine son vote comme tous les biens et services qu'il consomme, la vie semble à peu près toujours la même, quel que soit le gouvernement au pouvoir. On se lève le matin pour aller travailler, on rentre le soir fatigué et on paie ses impôts. Ce n'est que dans de rares épisodes de crise que l'on peut avoir l'impression que l'ordre établi serait en train de vaciller, que la politique semble tout à coup une chose réelle et portant à conséquence, que l'on sort du ronron gestionnaire et du sommeil qu'il nourrit. Lorsque les partis de gauche gouvernent à peu près comme les partis de droite, et que les partis de droite gouvernent à peu près comme les partis de gauche, le centre se gonfle et finit par englober tout le spectre des possibilités.

Évidemment, chacun de nous a ses convictions, ses idéaux, ses valeurs, ses allégeances, ses fidélités, où qu'il se trouve sur l'échiquier politique. L'identification politique de chacun – à gauche, à droite, au centre, au centre-gauche, au centre-droite, à l'extrême gauche, à l'extrême droite – est une réalité indéniable, mais il faut bien voir que cette réalité est une réalité *psychique* et qu'elle ne conditionne aucunement l'exercice du pouvoir. Ce n'est pas parce qu'on se dit de gauche qu'on sera en mesure de gouverner à gauche. Et ce n'est pas parce qu'on se dit de droite qu'on sera en mesure de gouverner à droite. La vérité, c'est que l'on sera

fort probablement obligé de gouverner quelque part autour du centre à cause des mille et une contraintes qui lient les mains de nos dirigeants.

Dans un de ses essais, Freud évoque l'image d'un empereur japonais à qui l'on demandait de rester des heures durant sans bouger sur son trône, l'immobilité de la couronne sur sa tête étant garante de la stabilité de l'empire. Sa personne sainte étant infiniment précieuse, la coutume lui interdisait aussi de se couper les ongles, lesquels devenaient alors si longs qu'il n'était plus en mesure de manier aucun objet. Paradoxalement, l'individu le plus puissant et vénéré de l'empire était réduit, dans sa vie quotidienne, à une impotence presque totale. Si cette étonnante description semble bien éloignée de nos réalités politiques, j'y vois pourtant une belle métaphore de la *méfiance fondamentale* que nous entretenons à l'endroit de nos gouvernants, méfiance que secrètent nos démocraties représentatives de par le principe même qui les fonde. Comme chacun le sait, ce principe fondateur est celui de la séparation des pouvoirs, séparation qui vise, inversement, à empêcher la concentration de ceux-ci aux mains de quelque tyran ou despote. Comme l'écrivait Montesquieu, dans une formule fameuse, « le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument ». Mais on voit bien alors à quoi ne peut que mener le désir, légitime au demeurant, de rendre nos institutions de plus en plus démocratiques : à force de séparer les pouvoirs par la multiplication des parties impliquées, la logique démocratique conduit fatalement à une *neutralisation de plus en plus complète du pouvoir par lui-même*. Faut-il alors se surprendre si tous les partis finissent par se ressembler, au-delà de leurs postures rhétoriques, s'ils gouvernent tous à peu près de la même manière parce qu'ils ne possèdent plus qu'une marge de manœuvre réduite ?

Dans l'essai qu'il publie dans le présent dossier, Ugo Gilbert Tremblay rappelle que l'imaginaire démocratique s'appuie sur le mythe d'un « homme rationnel », dont les décisions politiques seraient le fruit de « raisons communicables ». Or ce mythe, de toute évidence, promeut une représentation idéalisée de la délibération démocratique. Dans les faits, les régimes démocratiques se perpétuent parce que l'ensemble des parties prenantes adhèrent au pacte d'auto-neutralisation que sous-tend une méfiance réciproque. Un pacte qui demeure évidemment implicite, voire inconscient, et dont nul ne fera état parce qu'il véhicule une vision négative de l'être humain. Difficile en effet de promouvoir le régime auquel nous avons consenti en invoquant un mythe foncièrement déprimant... Et pourtant, si l'on ne tient pas compte de la méfiance fondamentale qui est à la source des régimes démocratiques, il nous sera difficile de comprendre les raisons de l'inaction de nos gouvernants et de l'indifférenciation des partis politiques. Tant qu'il cultivera une vision idéalisée de lui-même, l'homme démocratique sera voué à se plaindre de ses dirigeants qu'il trouvera continuellement décevants, et il ne comprendra pas que c'est parce qu'il leur a préalablement refusé toute possibilité d'exercer le pouvoir. Comme on peut le constater, ce dilemme est probablement sans issue.

Alain Roy